

# LA MOBILISATION ANTINUCLÉAIRE À PLOGOFF

PAR GILLES SIMON\*

Trente ans après, la victoire du mouvement anti-nucléaire à Plogoff fait rêver la coalition mobilisée à travers le pays « contre les projets d'infrastructures inutiles », et plus particulièrement les opposants à la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes. À la fin des années 1970, dans cette petite bourgade située à l'extrémité occidentale du Finistère, près de la pointe du Raz, une coalition hétéroclite de jeunes militants antinucléaires et d'habitants, soutenus par les élus locaux, avait réussi, malgré l'asymétrie des forces en présence, à faire plier les autorités étatiques. La singularité de la lutte de Plogoff – et sans doute sa force – tient à la façon dont elle a articulé des modalités d'action très différentes, développées indépendamment ailleurs, mais rarement conjuguées.

En mars 1974, le gouvernement français décide d'accélérer le programme nucléaire initié en 1969. Après le premier « choc pétrolier » à l'automne 1973, les problèmes énergétiques sont devenus cruciaux. Le choix des pouvoirs publics de donner la priorité à la production d'électricité par l'énergie nucléaire – leur slogan est « 200 centrales en l'an 2000 » – suscite rapidement des oppositions, en particulier en Bretagne. Dès le début de l'année 1975, le Comité régional d'information sur le nucléaire (CRIN) d'Erdeven, dans le Morbihan, le premier site envisagé pour l'installation d'une centrale en Bretagne, devient l'un des fers de lance de la contestation. L'expérience du comité servira ensuite la lutte à Porsmoguer – second site retenu – puis à Plogoff. La mobilisation prendra aussi appui sur les réseaux militants constitués à la suite de la marée noire de l'Amoco Cadiz (1978), et elle recevra le soutien du mouvement indépendantiste breton, qui connaît sa période de plus grande intensité au milieu des années 1970 (et qui s'illustrera notamment par deux attentats, l'un en 1975, l'autre en 1979, sur la centrale de Brennilis, seule centrale installée à l'époque en Bretagne (et première centrale dont le démantèlement a été engagé, en 1985)).

## Un mouvement complexe et novateur

Le mouvement antinucléaire en Bretagne a été pour une large part porté par des jeunes. « À l'âge de 34 ans, je faisais un peu figure d'ancien », raconte un animateur de la lutte. N'étant pas encore complètement investis dans la vie adulte et ses contraintes spécifiques, ces jeunes bénéficient d'une certaine marge de liberté pour s'investir dans le mouvement antinucléaire, à une époque où une partie de la jeunesse était très politisée. L'onde de choc de Mai 68 se fait encore sentir. En 1975, à Porsmoguer, en plein

Pays léonard, une région catholique et conservatrice du Nord de la Bretagne, de jeunes couples vivent sous le même toit, en « communauté ». Ils font partie du noyau qui initie le mouvement antinucléaire dans cette partie de la Bretagne.

Mais ce qui a fait la force de la mobilisation, c'est surtout l'alliance de fait qui s'est opérée entre ces jeunes militants écologistes et d'autres habitants de la région : élus locaux, retraités, pêcheurs syndiqués à la CFDT ou encore mères de famille dont les époux étaient souvent en mer. Ces dernières, par leur ténacité et leur inventivité, joueront un rôle déterminant dans une lutte qui durera plusieurs années.

C'est notamment pendant « l'enquête d'utilité publique » lancée en janvier 1980 que s'inventeront sur la durée (l'enquête elle-même couvrira six semaines, et la lutte se poursuivra jusqu'en 1981) des formes de luttes novatrices. Un véritable siège des forces de l'ordre s'organise, des pots de yaourts remplis de peinture jetés sur elles aux jets de pierre et aux épandages de lisier, en passant par les barrages dressés pour arrêter les gendarmes, par les veillées devant les mairies pour prévenir le dépôt des documents légaux ou encore la « messe de 17h », rassemblement de centaines de personnes organisé tous les soirs pour « raccompagner » hors de Plogoff les gendarmes rentrant au chef-lieu du canton<sup>1</sup>. Les « forces de l'ordre » renonceront vite (au bout d'une semaine) aux rondes de nuit d'abord mises en place, après quelques embuscades et de peur de violences plus graves. Mais tout au long de la lutte, la confrontation aux autorités étatiques est immédiatement visible, dans une guerre d'usure réciproque.

## Contre-expertise

Pour contester le discours des promoteurs du nucléaire, les militants, souvent peu aguerris, doivent maîtriser

\* Gilles Simon est docteur en science politique et chargé de cours à l'université catholique de l'Ouest. Il est notamment l'auteur de *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale* (2010).



les différentes dimensions du sujet (technique, économique, etc.). Ils vont devenir des experts de l'atome. La controverse oppose des professionnels, spécialistes du nucléaire (physiciens, ingénieurs), dont la parole est considérée comme légitime, et les antinucléaires, au départ assez démunis sur cette question. Pour contrer la bureaucratie, les associations devront élaborer leur propre expertise<sup>2</sup>. Les opposants se sont par exemple appropriés des données publiques, les ont réinterprétées et ont été capables d'élaborer des critiques, puis des contre-propositions<sup>3</sup>. Outre la réappropriation des données scientifiques existantes, ils ont développé une expertise indépendante grâce au travail de jeunes ingénieurs. Les premiers antinucléaires bretons ont ainsi créé les « CRIN » et les « CLIN » (comités locaux d'information sur le nucléaire) dans le but de recueillir des informations, mais aussi de les diffuser largement. Le territoire de la Bretagne est peu à peu maillé par ces CLIN, qui collaborent les uns avec les autres.

#### **Le recours à la dérision**

Pour toucher le public le plus large possible, les militants vont associer à ce travail de diffusion des données techniques le recours à l'humour. La

mobilisation a ainsi bénéficié des expérimentations politico-théâtrales de Jean Kergrist. Très impliqué dans la lutte, il avait créé un spectacle, *La Centrale baladeuse*, un *one-man-show* burlesque qui s'en prenait aux logiques de l'atome civil. Revendiquant la pratique d'un « théâtre d'intervention », Kergrist prenait ses références dans le théâtre anarchiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Jouée environ un millier de fois en Bretagne, la pièce mettait en scène un promoteur de l'atome, le « clown atomique », sorte d'Auguste des temps modernes, dont les démonstrations rataient inmanquablement, et qui finissait par disparaître dans des éclats de pétards symbolisant l'échec annoncé du nucléaire.

#### **Marcher, faire la fête, construire des alternatives**

Le mouvement antinucléaire en Bretagne a aussi étendu à l'espace rural le dispositif de la manifestation, né dans les villes au XIX<sup>e</sup> siècle. Les sites concernés par les projets d'implantation de centrales étaient des zones littorales éloignées des agglomérations. La manifestation, traditionnellement urbaine a donc ici été transposée dans l'espace rural, elle s'est faite « marche ». Les opposants de Plogoff organisent trois



grandes marches antinucléaires (le 17 septembre 1978, le 3 juin 1979 et le 3 février 1980). À chaque fois, la colonne des manifestants part du bourg de Plogoff pour aller jusqu'au site de Feunteun-Aod, où est prévue l'implantation de la centrale, en empruntant les petits chemins de la lande de Plogoff. La colonne des manifestants rappelle les pardons ou la troménie, procession giratoire rassemblant les fidèles catholiques, une référence invoquée de façon

parodique par les marcheurs, qui contribue à la théâtralité de la marche et donc à sa visibilité médiatique. Mais cette procession est aussi une vraie manifestation, avec des banderoles, des slogans et des prises de parole. Ces défilés parviennent à susciter l'adhésion à la fois des habitants des sites littoraux, peu habitués aux pratiques manifestantes, et des opposants venus de l'extérieur, qui retrouvent là un cadre proche de celui de la manifestation urbaine.

Dans la première moitié du xxe siècle, avec l'enracinement de la République dans la vie politique, la fête avait progressivement cessé d'être investie de la capacité à régénérer la force collective<sup>4</sup>. Mais la fête politique a connu un regain d'intérêt après Mai 68. Les antinucléaires ont été de ceux qui ont remis cette pratique au goût du jour. En Bretagne, les mobilisations ont été scandées par de grandes « fêtes antinucléaires » qui créaient une convivialité propice à faire passer le message contre l'atome. Fin mars 1975, la fête antinucléaire d'Erdeven (Morbihan) réunit environ 15 000 personnes<sup>5</sup>. Les 24-25 mai 1980, la Pentecôte antinucléaire à Plogoff en rassemble 100 000<sup>6</sup> environ. Au cours de festoñnoz, des musiciens bretons comme Alan Stivell et des groupes comme les Sonerien Du (« Sonneurs noirs », à Plogoff) font danser les opposants. C'est un moment important de la lutte, en particulier dans l'image construite pour les médias, une sorte de retour à l'atmosphère de « 36 », à une ambiance de fête alliée à des revendications socio-politiques précises. Alors que la mobilisation contre la bombe nucléaire avait souvent invoqué le spectre menaçant de l'apocalypse, il s'agissait ici, en même temps que de dénoncer les dangers du nucléaire (dont les ravages potentiels étaient suggérés par l'expérience des marées noires, comme le suggère le slogan plein d'ironie : « Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain ? »), de susciter des sentiments plus positifs, plus susceptibles peut-être de rassembler.

Affirmant vouloir « penser global et agir local », l'écologie politique balbutiante des années 1970 s'engage à la fois dans un « contre-programme » élaboré grâce à l'expertise acquise, notamment sur les questions énergétiques, et dans des projets alternatifs locaux qui permettent de ne pas apparaître comme enfermés dans une posture de refus. Pour le « désobéissant politique », qui conteste les formes traditionnelles de la politique, et en particulier la restriction de la politique au temps des élections, tout en défendant la non-violence, il importe de « positiver le refus », en proposant des solutions alternatives<sup>7</sup>. Les opposants reprennent à leur compte la notion de « programme constructif », forgée notamment par Gandhi, qui consiste à mettre en place des dispositifs favorisant l'autonomie. Renouant avec la tradition locale de l'élevage de moutons, les habitants de Plogoff construisent ainsi durant l'été 1979 une « bergerie alternative », autonome en énergie grâce à une éolienne. Un berger est recruté, qui tiendra l'exploitation jusqu'en 1984, année où l'expérience prit fin. L'association Plogoff-Alternatives y développe également la culture de plantes médicinales et l'apiculture. La bergerie de Plogoff devient peu à peu un point de focalisation et de ralliement de la mobilisation, drainant des soutiens très larges, sous la

forme notamment de soutiens financiers importants. Dans cette action, la mobilisation contre l'extension d'un camp militaire au Larzac depuis le début des années 1970 a servi de modèle. C'est notamment de là qu'est venue l'idée de constituer un groupement foncier agricole (GFA) pour mettre en commun des

---

*Affirmant vouloir « penser global et agir local », l'écologie politique balbutiante des années 1970 s'engage à la fois dans un « contre-programme » élaboré grâce à l'expertise acquise, notamment sur les questions énergétiques, et dans des projets alternatifs locaux qui permettent de ne pas apparaître comme enfermés dans une posture de refus.*

---

terres privées afin de prévenir l'expropriation et le rachat de terres par EDF. Les acteurs de ces deux mobilisations se sont d'ailleurs rejoints à Paris au début de l'année 1981, dans le contexte pré-électoral de l'élection présidentielle qui allait se dérouler au mois de mai.

#### **Vers une « démocratie technique » ?**

Les innovations développées au cours de la lutte contre la centrale de Plogoff ont progressivement donné du crédit aux opposants à l'atome. À l'automne 1978, lors du choix définitif du site de la centrale nucléaire bretonne, les pouvoirs publics ont organisé des « consultations », procédure tout à fait nouvelle en France en ce qui concerne le nucléaire. Lors du débat au conseil général du Finistère, le conseiller Guy Guermeur (également député RPR de la circonscription de Douarnenez) avait été nommé rapporteur du projet. Souhaitant ne pas se couper du discours des opposants, il a demandé au préfet de pouvoir auditionner toutes les personnes représentant une opinion sur le dossier. À rebours de leur intransigeance habituelle, les promoteurs de l'atome ont donc consenti, sous la pression, à expérimenter une procédure qui s'apparentait, même de très loin, à celle des *hearings*<sup>8</sup>, les procédures d'audition instaurées dans le cadre de leur programme nucléaire par des pays comme les États-Unis ou la R.F.A., qui ont permis à des acteurs pauvres en ressources institutionnelles de s'exprimer et parfois de se faire entendre.

Nouveauté importante donc, le 28 novembre 1978, le rapporteur du projet breton entendait en commission les personnes qui s'étaient investies dans la controverse, et notamment des opposants : Amélie

Kerloc'h (première adjointe au maire de Plogoff), la SEPNB<sup>9</sup> et l'association Evit Buhez Ar C'hap (Pour la vie du Cap)<sup>10</sup>. Mais elles n'infléchirent pas la décision du conseil général, qui se prononça le 29 novembre en faveur du projet. Néanmoins, pour la première fois depuis sa création en 1975, l'association Evit Buhez Ar C'hap se voyait reconnaître officiellement une place dans le débat public sur le projet de centrale nucléaire bretonne.

C'était l'esquisse, certes encore très grossière, d'une « démocratie technique » – c'est-à-dire du principe selon lequel l'introduction d'une nouvelle technologie doit être précédée d'un débat démocratique et conditionnée par son issue. On voit bien en même temps ce que cet « acquis » peut avoir d'ambigu : aujourd'hui, les procédures de « débat public » font miroiter l'espoir d'un traitement démocratique des questions techniques comme celles liées à l'énergie, mais elles sont en réalité souvent une façon pour le pouvoir de circonvenir l'opposition, de la prévenir et de la neutraliser. En apparence, les populations sont informées et consultées ; en apparence, on reconnaît aux associations militantes le droit d'intervenir dans le débat, mais, dans les faits, les décisions sont parfois prises ailleurs, avant le débat, et si les conclusions du « débat public » n'y sont pas conformes, elles sont écartées, comme cela a été le cas avec le débat à propos du projet d'EPR à Flamanville.

La lutte de Plogoff a été l'une des rares luttes anti-nucléaires couronnées de succès – et il fait peu de doute qu'elle doit ce succès à la façon dont y ont été associées des modalités d'intervention très différentes, qui ont permis de mobiliser à la fois de militants politiques pour certains extérieurs et des habitants. On comprend aisément qu'elle puisse susciter la nostalgie des citoyens mobilisés contre l'EPR ou pour l'arrêt du nucléaire, qui voient aujourd'hui s'éloigner la perspective de la fermeture de la centrale de Fessenheim, pourtant l'une des promesses électorales du candidat Hollande. Pourtant, lorsqu'on remet en perspective historiquement la victoire de Plogoff, on constate qu'elle n'a pas empêché la poursuite du programme nucléaire engagé par la

droite. Peu après avoir « lâché » Plogoff, Mitterrand confirme ainsi le décret d'intérêt public pris par son prédécesseur pour l'extension de l'usine de retraitement de combustible nucléaire de La Hague, et, entre 1984 et 1994, le gouvernement socialiste construit vingt réacteurs supplémentaires, reniant l'un de ses engagements de campagne. La lutte de Plogoff est ainsi à la fois porteuse d'espoir quant à l'issue possible de luttes comme celle de Notre-Dame-des-Landes et porteuse de doute : une telle victoire ne serait-elle qu'une concession locale du pouvoir, qui n'infléchit en rien ses visées globales ? Malgré cela, à considérer l'inventivité et la ténacité remarquables des opposants au nucléaire à Plogoff, on comprend que cette lutte n'ait pas cessé, depuis trente ans, de nourrir l'imaginaire militant.

#### NOTES

1. *Plogoff*, la bande dessinée de Delphine Le Lay (scénario) et Alexis Horellou (dessin) récemment parue aux éditions Delcourt, retrace de façon frappante ces différents aspects de la lutte, comme l'avait fait aussi en 1980 le documentaire de Nicole Le Garrec, *Plogoff, des pierres contre des fusils* (visible en ligne).
2. Max Weber, *Économie et société (t.I)*, Paris, Pocket, 1995, p. 298-299.
3. Cf. Groupe projet Alter-Breton, *Mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire*, Brest, PSU, 1980.
4. Cf. Olivier Ihl, *La Fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996.
5. *Ouest-France*, 1<sup>er</sup> avril 1975.
6. *Le Télégramme de Brest et de l'Ouest*, 26 mai 1980.
7. Mario Pedretti, *La Figure du désobéissant en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 160-164.
8. À ce moment-là, le mouvement antinucléaire avait réussi à toucher l'opinion publique. En 1977, un sondage indiquait que le pourcentage de personnes « défavorables » aux centrales nucléaires était passé de 16 % antérieurement à 41 % (cf. *Le Monde*, 16 octobre 1977).
9. Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne, une association d'écologistes.
10. Principale association d'écologistes politiques sur l'aire de mobilisation de Plogoff.

**POUR VOUS ABONNER  
À LA *RdL* RENDEZ-VOUS SUR  
WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

Alfred Lawrence

168.A.LADEWIG

